



## LE GAZ LEVANTIN, UNE AUBAINE POUR LA MÉDITERRANÉE TOUT ENTIÈRE ?

**Chypre et l'Égypte ont signé le 19 septembre 2018 un accord pour la construction d'un premier pipeline sous-marin afin de transporter le gaz chypriote vers les terminaux de liquéfaction du nord de l'Égypte, avant une réexportation vers l'Europe. Le gaz, un nouvel outil diplomatique ?**

Depuis 1974 et la partition de l'île en deux, les différentes tentatives de réunification de Chypre, telles que le *Plan Annan*, n'ont jamais connu de succès. Mais ce « conflit gelé » est revenu sous les feux de l'actualité à la suite des découvertes d'importants gisements de gaz en Méditerranée orientale.

### DU GAZ DANS L'EAU

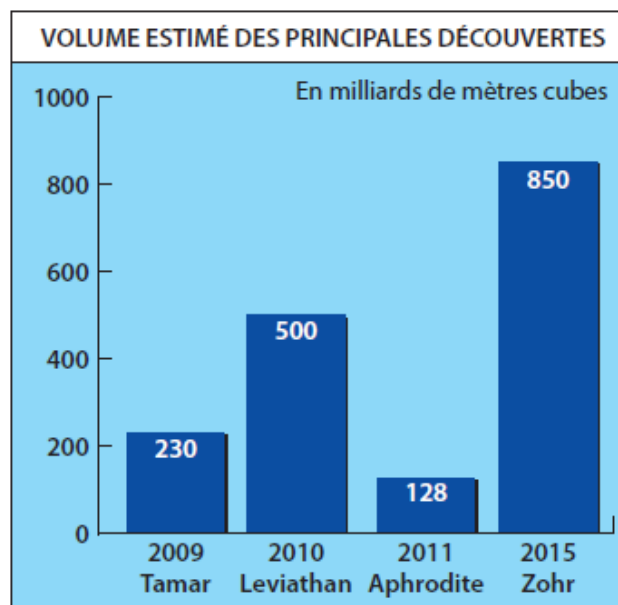
La convention de Montego Bay (CNUDM, Convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée en 1984) définit plusieurs types d'espaces maritimes, avec des droits pour l'État côtier qui varient selon la distance au rivage. La zone économique exclusive (ZEE) offre ainsi des droits exclusifs d'exploitation jusqu'à 200 nautiques des côtes. Par application de la CNUDM, tous les vastes gisements d'hydrocarbures gazeux récemment découverts en Méditerranée orientale se retrouvent rattachés à l'un des États du bassin Levantin, sous réserve bien sûr que les pays voisins s'accordent sur les délimitations de leurs zones respectives... Les champs *Tamar* (découvert en 2009) et *Leviathan* (2010) reviennent à Israël, *Aphrodite* à Chypre (2011) et le gisement géant *Zohr* (2015) à l'Égypte.

Pour chacun des pays, la découverte de telles richesses est une chance : les crises économiques internes peuvent être résolues, l'indépendance énergétique nationale est envisageable (même pour l'Égypte qui connaît actuellement une hausse de la consommation domestique importante) et les possibles exportations auront un effet très positif sur la balance commerciale. Qui plus est, la concentration dans le temps et dans l'espace de ces découvertes majeures leur permet à tous trois d'envisager de dépasser le simple marché régional et de se tourner vers de plus lointains clients, au prix d'une coordination des producteurs.

### EASTMED, LA ROUTE VERS L'UNION EUROPÉENNE

Pour l'Union européenne (UE), ces nouveaux gisements de gaz dans une zone relativement proche sont une source d'approvisionnement à éventuellement prendre en compte. Les besoins en gaz de l'UE croissent alors que la production du continent se réduit, notamment à cause de l'épuisement des ressources de mer du Nord. Il est difficile, dans ce contexte, de s'affranchir des sources de gaz

russes mais il est important, dans le même temps, de ne pas augmenter leur part dans le total importé (*Gazprom* a livré en 2016 180 milliards de mètres cubes de gaz à l'UE, soit le tiers de nos apports extérieurs). Si ces récentes découvertes en Méditerranée ne suffisent pas à couvrir tous les besoins de l'UE, ni à remplacer en totalité le gaz russe, il s'agit d'une nouvelle opportunité énergétique tout à fait intéressante pour l'UE, qui rencontre aussi sa politique de stabilisation du Moyen-Orient. Ainsi le projet du gazoduc *EastMed* traversant la Méditerranée a-t-il été classé comme « projet d'intérêt commun » par Bruxelles. Reste pour les trois États producteurs à mettre en place le consortium capable d'en supporter les investissements dans un contexte diplomatique historiquement tendu.



### LA PAIX OU LA GUERRE

Les premières découvertes de gaz ont eu un effet pacificateur : Chypre et l'Égypte en 2003, puis Chypre et Israël en 2010 se sont entendus sur la définition de leurs ZEE. Le Liban quant à lui continue de contester sa frontière maritime avec Israël. Les premiers besoins d'exportations ont donné à l'Égypte un rôle central : elle est le seul pays de la région à disposer de deux stations de liquéfaction, à



Idku et Damiette. Une entente s'est donc formée facilement entre Chypre, Israël et l'Égypte et a débouché récemment sur le projet de *pipeline* des champs levantins vers les terminaux égyptiens. Construire d'autres usines de liquéfaction pour permettre le traitement des nouvelles découvertes serait long et cher et les obstacles nombreux (objection turque pour tout projet à Chypre et menaces du Hezbollah libanais sur les installations *offshore* israéliennes). La solution a donc été, pour les trois États producteurs, de s'entendre pour la construction du gazoduc sous-marin *EastMed* qui, partant de Chypre et arrivant en Grèce, pourrait se connecter au réseau européen.

L'ampleur et l'intérêt du projet n'ont pas laissé la communauté internationale indifférente, à commencer par la Turquie : ayant des différends politiques avec Chypre, Israël et l'Égypte, elle se retrouve isolée face à l'alliance de ses voisins. Pour revenir dans le jeu, Ankara mène de front ses propres recherches de gisements dans la zone (le navire d'exploration *Fatih* va conduire une première mission de sondage en novembre), des manœuvres de ralentissement des travaux de ses concurrents (en refoulant les navires d'exploration s'approchant trop du nord de l'île) et en déployant une activité diplomatique plus bienveillante.

Pour des acteurs plus lointains, et parce que les grandes compagnies d'hydrocarbures s'intéressent désormais aux champs de Méditerranée orientale, on peut voir les États-Unis essayer de jouer un rôle de médiateur pour garantir les investissements dans la zone des compagnies gazières américaines telles qu'*ExxonMobil*. La Russie, quant à elle, cherche à s'implanter durablement dans la région et surveille de près ce qui pourrait constituer un concurrent à son gaz : 30 % du gisement *Zohr* égyptien ont été rachetés par le groupe semi-étatique *Rosneft*. Enfin, du côté européen, parallèlement à l'intérêt de l'Union pour *EastMed*, on remarque une présence significative de grands groupes tels que *Total* et *ENI* qui ont signé des contrats dans la zone.

L'exploitation des ressources gazières dans la région est récente et les recherches se poursuivent afin d'en trouver davantage. La rente économique promise par ces découvertes jouera-t-elle un rôle de facilitateur ? Ou de raviveur de tensions ?

